**Assemblée de section du 12 juin 2020**

**Rapport introductif d’Olivier MUÑOZ RODEA**

Bonjour à toutes et à tous,

Avant de commencer, je vous propose de respecter un moment de silence en hommage à Claude Sadou qui nous a quittés récemment, des suites d’une longue maladie.

Merci à tous.

J’ai voulu faire un rapport court, mais l’actualité est excessivement dense et je ne pouvais pas ne pas parler de certains sujets.

La situation actuelle nous ouvre des opportunités énormes de convaincre autour de nous du besoin d’une autre société et pose également de nombreuses questions sur les formes que peuvent et doivent prendre nos gestes militants. J’en parlerai donc également.

**Je commencerai par l’actualité et en premier lieu les questions internationales.**

Depuis de nombreux mois, nous pointons la montée et l’exacerbation des tensions des grandes puissances mondiales entre elles et à l’intérieur de leurs frontières. Malheureusement, loin de s’atténuer, ce phénomène ne fait que s’amplifier et le dernier mois a été très inquiétant sur ce terrain-là. Chaque incident ou phénomène qui pourrait être bénin et passer presque inaperçu semble être utilisé et monté en épingle par des dirigeants arrogants et suffisants qui font tout pour aiguiser les conflits existants ou en créer de nouveaux : Trump, Johnson, Erdogan, Netanyahou, Poutine, etc…

Cette stratégie du conflit permanent leur sert à rester au pouvoir en évoquant un besoin de fermeté et de stabilité, alors qu’ils sont bien souvent les premiers responsables des situations instables et dangereuses dans lesquels se retrouvent leurs pays.

Nous pouvons bien évidement avoir en tête la situation dramatique que vivent les USA où le Covid-19 a fait un nombre de victimes considérable et où Trump, pour masquer les conséquences de ses coupes budgétaires dans la santé, est prêt à jouer l’escalade vers un conflit ouvert avec la Chine.

Idem dans sa gestion des violences policières envers la population noire, où, loin de calmer les esprits et se contenter d’appeler à punir les coupables, il jette de l’huile sur le feu en envoyant l’armée face aux manifestants et exonère de responsabilité les porteurs de l’idéologie suprémaciste (ou « super-raciste ») blanche. Peut-être parce que ces derniers sont une part non-négligeable de son électorat.

Cette tension interne aux USA qui ne cesse de croître pousse l’administration Trump à chercher à unir le pays derrière elle face à de soi-disant « menaces extérieures », en radicalisant les positions sur le terrain international. La Chine devient le nouveau bouc-émissaire qui serait le coupable de la situation économique des USA par ses stratégies commerciales et le coupable du désastre sanitaire par sa gestion du Covid. La situation à Hong Kong est elle aussi largement exploitée dans ce sens.

Au Moyen-Orient, la situation est catastrophique pour des raisons similaires, citons simplement 3 exemples :

* L’alimentation permanente des logiques de guerre par diverses puissances locales (principalement la Turquie, Israël et l’Iran) ou mondiales (USA, Russie, etc…).
* La situation dramatique qu’Erdogan fait endurer aux migrants qui fuient ces guerres.
* L’amplification de la politique de colonisation et d’annexion par Israël des territoires palestiniens, largement soutenue et encouragée par les USA.

Comme nous l’avions soulevé lors d’une des dernières AG, le contrepoids positif est que la réponse des peuples est elle aussi aujourd’hui plus forte qu’il y a quelques années ou décennies. De plus en plus d’individus participent dans tous ces pays à des mouvements de contestation qui, sous des formes différentes, remettent en cause ces stratégies.

C’est le cas aux USA avec le large mouvement de défense des populations noires qui met en évidence les contradictions énormes du pays et réunis un nombre considérable de citoyens et de personnalités publiques, du monde sportif, du cinéma, d’anciens responsables politiques ou militaires.

En France, le mouvement massif aux USA a relancé une réflexion importante sur le droit de tous les citoyens français au respect de leurs droits, quelle que soit leur couleur de peau. Chez nous, cette question est elle aussi mêlée aux questions des méthodes d’intervention des forces de l’ordre et à la mort d’un homme, Adama Traoré, citoyen français noir décédé lui aussi lors d’une arrestation policière. Autour des deux thèmes souvent mêlés, mais pas toujours, « droit des noirs / justice pour Adama », de multiples personnalités ont pris position, notamment dans le sport.

Un mouvement d’ampleur a pris corps : dès le déconfinement, des rassemblements et manifestations, souvent interdits, ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment des jeunes, ou, plus étonnant, des personnalités publiques (le joueur de football du PSG Kurzawa, le présentateur de TF1 Harry Roselmack ou encore la chanteuse Camelia Jordana).

Ce mouvement, sous certains aspects, peut rappeler celui des gilets jaunes car il naît d’une revendication tout à fait légitime qui touche les gens dans leur vie quotidienne et il pousse à l’action un public très divers qui n’y était pas habitué, y compris parmi des personnes peu ou pas politisées.

Il porte une certaine radicalité qui tranche avec l’antiracisme mou auquel le PS nous avait habitués depuis 30-40 ans et peut donc permettre à des jeunes de couleur et souvent issus de l’immigration de s’engager sur le terrain de la transformation sociale et de voir les contradictions portées par le système capitaliste sur la question d’égalité d’accès aux droits.

Les revendications portées se rapprochent complètement de nos combats antiracistes et de notre vision d’une République juste et inclusive. Notre rôle est d’être attentifs et aux côtés de ce mouvement pour aider à la prise de conscience politique et orienter cette jeunesse vers la construction d’une société nouvelle émancipée du racisme et de l’exploitation.

**Le reste de l’actualité en France a été très fourni ces dernières semaines.**

Face à la crise économique à venir (on parle déjà d’une récession historique de près de 10% du PIB), Macron et le patronat tentent d’utiliser la crise sanitaire pour mettre en œuvre la fameuse « stratégie du choc ».

Le rapport introductif de notre dernière AG en a longuement parlé. Je ne reviendrai donc pas trop dessus, mais le temps écoulé depuis n’a fait que confirmer cette analyse.

Nous en sommes aujourd’hui au point où le gouvernement ne se contente plus seulement de dire aux Français qu’il faudra faire des sacrifices. Depuis quelques semaines, il fait carrément le Service-Après-Vente de la Loi Travail pour expliquer aux entreprises comment elles peuvent mettre en place des conditions de travail à la baisse et des temps de travail à la hausse. Ces communications sont complètes, puisqu’elles n’oublient pas d’expliquer que les salariés qui s’y opposeraient pourront être licenciés pour cause réelle et sérieuse. Il s’agit d’un véritable scandale que nous devons dénoncer.

Une part non négligeable de la population, y compris parmi les salariés les plus précaires, peuvent être tentés d’accepter ce discours qui leur promet de conserver leur emploi aujourd’hui menacé, en échange de concessions-sacrifices. Nous devons donc largement et inlassablement rappeler que ce n’est pas aux salariés de payer la facture d’une crise économique accélérée par le coronavirus, mais principalement due à une spéculation démesurée et déconnectée des besoins réels de la société.

**La crise sanitaire a rebattu certaines cartes et la crise économique à venir soulèvera de nombreuses questions.**

Si nous savons expliquer autour de nous les contradictions du capitalisme dans la période, un espace important s’ouvre à nous pour remettre en cause les logiques libérales.

Et cet espace est d’autant plus grand du fait de la mauvaise gestion par le gouvernement de la crise sanitaire et surtout du déconfinement.

L’annonce d’une date avant celle des protocoles à suivre aura certainement semé le doute dans de nombreuses têtes. Particulièrement chez les travailleurs et usagers des transports, de l’éducation nationale et d’autres secteurs où l’impréparation aura conduit à des situations absurdes et contradictoires, sources de craintes, voire de risques de redémarrage de l’épidémie.

C’est à mon sens un élément relativement important à avoir à l’esprit car une des forces du libéralisme dans ces dernières décennies, est d’avoir peu à peu su convertir son idéologie en une simple « norme » à suivre : tous les dirigeants politiques qui proposent des choix libéraux sont vus comme de bons gestionnaires, de bons techniciens, mais ceux qui proposent d’autres choix politiques sont présentés comme des oiseaux rares, idéologues et dogmatiques.

La soi-disant « capacité de gestion » qui est systématiquement attribuée aux responsables libéraux en est une conséquence, et Macron n’a pas échappé à la règle : entre son CV et sa jeunesse, à son arrivée les médias le comparaient ni plus ni moins qu’au dieu Jupiter et se demandaient si nous n’avions pas là le gouvernement le plus « performant » de l’Histoire. Mais cette crise a fait la démonstration contraire et met en lumière leur incompétence à gérer convenablement.

Mieux encore, au-delà des compétences/incompétences supposées des individus au pouvoir, elle montre l’incompatibilité du dogme libéral avec la satisfaction des besoins humains : quand Macron lui-même, ancien « cadre dynamique » de la Banque Rothschild, est contraint de dire que certains secteurs sont « trop importants pour être soumis aux lois du marché », il reconnait aux yeux de tous que non seulement le sacro-saint Marché n’est pas du tout indispensable, mais qu’y compris il est dangereux et à éviter pour le fonctionnement optimal de certains secteurs.

**Tout le système capitaliste se retrouve donc aujourd’hui en difficulté, idéologiquement et économiquement.**

Les directions d’entreprise et les politiques à leur service cherchent à mettre en place les mesures qui permettent de sauver, quel qu’en soit le coût humain, un système économique dépassé.

L’actualité de nombreux secteurs en est aujourd’hui le témoin, avec des fermetures d’entreprises, des plans de licenciements, des accords dégradant les conditions de travail, etc…

Les élites du capitalisme reconnaissent ouvertement qu’elles n’ont plus aucun progrès social à apporter et que l’avenir économique sera sombre, avec pour conséquence régressions sociales et exacerbations des tensions entre salariés et patronat.

Dans notre secteur par exemple, divers indicateurs en sont le signe.

Tout d’abord sur le versant répression, avec les nombreux passages en Conseil de discipline dans notre entreprise (pas plus tard que mercredi encore !) ou la révélation de plusieurs fichiers ayant vocation à comptabiliser, pour la politique d’avancement, les jours d’arrêts, de grève, etc…

Nous étions présents au rassemblement de mercredi à Lachambeaudie avec un tract abordant ces pratiques qui sont bien entendues illégales et à combattre. Nous avons d’ailleurs pu compter sur le soutien de nos élus comme Laurence Cohen pour porter cette question devant le gouvernement, mais celui-ci fait le choix de rester indifférent.

Sur l’aspect financier aussi, les perspectives offertes par les dirigeants en place, qu’il s’agisse du gouvernement, de la direction d’IdFM ou de celle de la RATP, se résument à continuer leur politique de baisse du « coût du travail » pour faire payer le prix de la crise aux travailleurs, en évitant d’égratigner les revenus du capital.

C’est un fait que la crise sanitaire affecte durement et durablement le transport public. Les difficultés de financement qui existaient déjà avant le Covid-19 se trouvent décuplées. C’est IdFM qui est le plus touché, avec un recul de ses recettes annuelles de l’ordre de 20 à 26%, en raison de la perte de recettes voyageurs dont elle supporte la plus grande part, et de la baisse du Versement mobilité par les entreprises liée au ralentissement économique. Sans aide de l’Etat et de l’Europe, IdFM ne sera pas en mesure d’honorer ses engagements financiers vis-à-vis de la RATP et des autres opérateurs.

La mobilisation de moyens au niveau national et européen est donc posée, à la fois à court terme et à plus long terme. Cela renvoie dans les deux cas à la nécessité de changer les priorités dans l’utilisation de l’argent : il faut aider les services publics et pas les multinationales ! En France, c’est tout l’enjeu de la réforme fiscale que nous réclamons, avec le rétablissement de l’ISF, l’abandon de la flat tax, l’arrêt des cadeaux au CAC40 comme le CIR. En Europe, c’est la question du contenu et des conditions du plan qui doit être décidé ces prochains jours.

Il faut ajouter que la situation difficile d’IdFM va le conduire à durcir encore plus que prévu les conditions contractuelles qu’il entend imposer aux opérateurs. Le prochain contrat RATP-IdFM (ou plutôt les prochains contrats, puisqu’on sait que, de part et d’autre, il y a consensus pour éclater le contrat actuel en plusieurs) risque d’être marqué par un objectif de productivité annuelle renforcé, des indicateurs de qualité de service plus contraignants, et une baisse des investissements.

Ce dernier point, s’il se confirme, aurait des répercussions importantes à la fois sur l’emploi côté fournisseurs (notamment dans les filières industrielles du ferroviaire et du bus), et côté RATP dans les services de maintenance et de gestion des infrastructures.

Grâce à un contrat assez protecteur, la RATP s’en sort mieux, mais va subir une baisse sensible de son résultat net. Celle-ci, évaluée à un peu plus de 300 M€, est cependant à relativiser puisqu’elle est de l’ordre du bénéfice qui était escompté (320 M€ inscrits au budget). L’EPIC RATP ne finira donc pas 2020 dans le rouge vif, contrairement au discours d’une direction qui cherche à noircir volontairement le tableau pour mieux imposer des sacrifices au personnel.

Mais il en va tout autrement des filiales et notamment de la principale, RATP Dev, où on s’attend à une perte d’environ 60 M€. Cependant, il ne s’agit pas de difficultés nouvelles, mais plutôt de l’aggravation d’un problème structurel déjà présent depuis des années. Cette filiale devait être le fleuron du Groupe et lui apporter la croissance que la partie « publique » est censée être incapable d’amener, selon le dogme libéral. La réalité est pourtant inverse : c’est une filiale en déficit régulier et placée sous une perfusion constante d’argent versé par l’EPIC pour survivre. Créée il y a une vingtaine d’années, elle n’arrive pas à s’autofinancer malgré près de 400 millions d’€ de dotation en capital et 150 M€ de prêt de la maison-mère, auxquels s’ajoute un nouveau prêt de 100 M€ qui vient d’être décidé.

Cet échec durable donne raison à tous ceux, en premier lieu la CGT et notre parti, qui ont critiqué le modèle de croissance du Groupe RATP fondé sur l’affaiblissement de la partie publique au profit d’une croissance portée par la partie privée. On voit aujourd’hui que c’est le « cœur » historique de notre entreprise (l’EPIC) qui résiste le mieux tandis que toute la partie plus récente, de droit privé et à vision et objectifs de rentabilité financière de court/moyen terme, sont particulièrement percutés et contraints de mobiliser toujours plus d’argent public pour simplement survivre.

**Toutes les fragilités révélées par la crise actuelle pourraient, dans le transport public comme ailleurs, être l’occasion de changer les bases sur lesquelles ce secteur fonctionne.**

Des questions fondamentales sont posées, aujourd’hui plus que jamais, j’en vois au moins 3 :

* La 1ère c’est le problème du financement qui désormais ne peut plus être nié. La PDG de la RATP elle-même a parlé de la nécessité d’organiser un « Grenelle du financement des transports publics », alors qu’on peut s’attendre à une baisse durable de la fréquentation des réseaux. Qui va payer ? Les usagers et les salariés, ou bien le capital ? Voilà l’enjeu. Notre exigence doit être l’augmentation de la contribution des plus grandes entreprises, qui continuent à accumuler des profits et à verser des dividendes indécents.
* La 2nde c’est les règles d’organisation du secteur, avec la libéralisation programmée. Comme nous l’avons dit et écrit, l’exemple des navettes hospitalières mises en place par la RATP pendant la crise démontre la supériorité du modèle de monopole public intégré et la nocivité d’un éclatement du réseau en une multitude de sociétés anonymes en compétition les unes avec les autres. Ces derniers mois nous fournissent ainsi de nouveaux arguments pour exiger l’abandon de l’ouverture à la concurrence, avec comme première étape un moratoire sur les textes qui l’organisent (le règlement OSP et les lois ORTF et LOM).
* La 3ème c’est le devenir de chacune des entreprises actuelles. J’ai parlé des problèmes du Groupe RATP. Mais au-delà, les difficultés financières des différents opérateurs renforcent les interrogations sur la stratégie à suivre (en témoigne par exemple le rififi actuel à la tête de Kéolis dont les deux principaux responsables ont été démis de leurs fonctions). Tout cela plaide pour des changements structurels. C’est donc le bon moment de remettre dans le débat notre proposition de créer un Pôle Public du Transport faisant coopérer les trois groupes français et pour une organisation plus rationnelle de leurs champs respectifs d’intervention.

Voilà des sujets sur lesquels le PCF a donc déjà des idées pour construire le « monde d’après ».

A l’initiative du Comité de section, nous venons d’éditer un tract dans ce sens. J’ajoute que le collectif national « Mobilité » du parti (qui regroupe des camarades de notre section, de la SNCF, de Kéolis, des élus des régions, ainsi que des membres du CN en charge des questions de transport) va de nouveau se réunir à notre demande sous peu pour creuser ces questions et sans doute élaborer un document de référence. Il nous faut en effet approfondir notre réflexion et ne pas hésiter à être ambitieux : un simple retour en arrière n’est désormais plus possible, il faut réinventer un modèle de transport complet, réaliste et viable en partant de la situation actuelle qui ne convient plus à personne.

Je rappelle que notre dernière AG avait retenu l’idée d’un débat en Octobre ou Novembre autour du thème « Quel modèle de transport public pour demain ? » avec des syndicalistes, des représentants des usagers et des élus.

Pour autant, n’ayons aucune illusion. Le camp d’en face n’envisage pas, pour l’instant, la moindre remise en cause de son agenda. Côté gouvernement et IdFM, le calendrier de la libéralisation se poursuit, même si les difficultés financières de l’Autorité organisatrice le rendent plus difficile à appliquer. Et la direction de la RATP vient d’annoncer un nouveau plan d’économies de 50 M€ qui sera fondé sur les suppressions d’emploi et le blocage des salaires, et ne touchera en rien les problèmes de la gestion actuelle (dotations aux filiales ou projets anti-sociaux tels LYBY+).

Pour eux, le jour d’après, c’est donc comme le jour d’avant, en pire. Ce qui confirme que sans lutte, sans rassemblement suffisamment puissant de tous ceux qui sont attachés au Service public et à ses valeurs, rien ne changera vraiment.

**Au-delà des transports aussi, les choses sont amenées à évoluer.**

Si le « monde d’après » ne va pas émerger spontanément, il prend contour dans une multitude de luttes qui naissent ou se réactivent : la lutte pour l’égalité des droits dont je parlais, la lutte des hospitaliers (avec la mobilisation du 16 en ligne de mire), celle dans les entreprises mobilisées contre le rabotage de congés/salaires, la lutte des sans-papiers, etc…

En parallèle un texte commun, le « Plan de Sortie de Crise », co-rédigé par plusieurs dizaines d’associations et de syndicats est un élément très intéressant puisqu’il va dans le sens d’une convergence de ces luttes et de leur traduction par des mesures politiques concrètes. Il présente des mesures très marquées à gauche, et pour une bonne part similaires à des revendications de notre Parti. Plus qu’un texte d’associatifs, il ressemble à une véritable base programmatique avec des mesures sur tous les champs de la société, de l’économie à l’environnement en passant par la santé ou la solidarité internationale. Un lien vers le texte a été envoyé dans le dernier bulletin de section pour ceux qui voudraient le lire. C’est une pierre très importante à la construction d’une société nouvelle puisqu’il fait se positionner certaines de ces structures de manière très forte sur des thèmes où elles ne se positionnaient pas jusque-là. Le retour dans le champ politique d’associations et d’ONG qui l’avaient plus ou moins abandonné est du reste une démarche forte et un symbole intéressant.

Dans la foulée, presque tous les partis politiques de gauche (à part LFI et le NPA) se sont positionnés pour soutenir ce texte et le PCF a pris l’initiative de les contacter pour voir comment avancer et mettre en œuvre ces propositions.

Si nous arrivons dans les mois à venir à faire émerger un large front commun réunissant associations, syndicats et partis politiques de gauche, ce serait sans aucun doute une première historique depuis le Front Populaire.

Voilà pour les éléments de l’actualité qu’il me paraît indispensable d’avoir à l’esprit.

**Je passe maintenant à la partie qui concerne notre activité, en tant que communistes, dans ce contexte.**

Comme je le disais au début de ce rapport, la période actuelle pousse à remettre en cause massivement le capitalisme, d’autant plus après la formidable bataille menée dans notre entreprise contre la réforme des retraites en début d’année.

Depuis la dernière AG, un jeune camarade qui travaille à Val-de-Fontenay a adhéré à notre section. Plusieurs autres de nos collègues, pour une bonne part engagés dans l’activité syndicale mais pas uniquement, pensent également à nous rejoindre. Nous traversons une période favorable et où l’accueil de nos idées est plutôt bon. Nous devons construire là-dessus.

Mais la crise sanitaire a aussi changé certains aspects dans ce domaine : l’action collective de notre section, pour la diffusion de nos idées et l’adhésion, passait principalement par deux axes, distributions de tracts aux entrées des attachements et initiatives festives. A cela s’ajoute bien sûr l’activité individuelle de chaque communiste auprès de ses collègues directs sur son site.

Durant ces derniers mois, le recours massif au télétravail (pour les postes où il a été possible), la diminution de l’offre de transport, l’interdiction de rassemblements et le changement de comportement de certains face au tract papier vu comme un vecteur potentiel de germes sont les 4 principaux points qui limitent, voire rendent impossible ou du moins très compliqué notre militantisme « habituel ».

Nous devons prendre dans cette AG un moment de discussion pour nous demander si un retour à la situation d’avant semble possible et comment adapter pour le moment nos manières de diffuser nos idées.

Nous avons commencé à expérimenter plusieurs pistes durant le confinement : tracts numériques, appels réguliers aux adhérents et sympathisants les plus proches, etc… Ces méthodes ont-elles été utiles ? Peuvent-elles être améliorées et gagner en efficacité ? D’autres pistes peuvent-elles être intéressantes à creuser ?

Nous devons adapter nos méthodes au moment que nous traversons : il serait en effet inimaginable que nos idées se diffusent moins bien autour de nous uniquement pour un problème pratique, alors qu’elles n’ont jamais été aussi valides et d’actualité.

Notre rôle, en tant que communistes, c’est-à-dire que révolutionnaires est de résoudre les problèmes que nous identifions. Nous devons donc sortir de cette AG en ayant avancé dans cette réflexion.

Lors de la dernière réunion du comité de section, une des idées qui nous paraissait efficace était que chaque adhérent se constitue un petit groupe de contacts parmi ses collègues potentiellement proche de nos idées et de leur envoyer régulièrement les matériels édités par la section, les inviter aux initiatives que nous tiendrions, etc… Bref, faire à distance le travail de diffusion des idées. Le seul bémol est l’absence de retour lorsque nous ne voyons pas rapidement après ces collègues, ce qui doit nous obliger à les appeler régulièrement, prendre de leurs nouvelles et discuter de l’actualité et de la vie du Parti.

Pour inciter l’ensemble des camarades à faire activement ce travail sur la durée, une campagne d’adhésions pourrait être un élément déterminant.

Nous sommes aujourd’hui 180 communistes à la section PCF RATP. Ayons pour objectif d’être 200 d’ici la fin de l’année !

2020 a commencé par un mouvement social historique dans notre entreprise contre la réforme des retraites, le passage symbolique du cap de 200 adhérents serait formidable.

Et si l’année 2020 se poursuit par une récession majeure et mondiale du capitalisme, nos idées prouveront plus que jamais leur pertinence. C’est donc un objectif tout à fait accessible et je vous propose que nous l’adoptions aujourd’hui si vous en êtes d’accord !

**Concernant notre Parti toujours, je vous livre d’autres éléments.**

Comme vous le savez, le second tour des Municipales aura lieu le 28 Juin. Comme vous le savez aussi, le premier tour a été plutôt favorable à notre parti puisque le PCF est le troisième parti en termes d’élu.e.s municipaux à la suite du premier tour des élections du 15 mars dernier, derrière Les Républicains (LR) et le Parti socialiste (PS). Avec 1 072 élus, le PCF est largement devant le RN (498), LREM (268) ou EE-LV (183).

Ce très bon résultat s’explique par un rejet du libéralisme, des candidats souvent enracinés dans leurs communes et des politiques d’alliances locales variables mais toujours sur la base d’un programme clairement à gauche. Des bougés sensibles ont pu être constatés, notamment chez LFI avec qui des alliances ont eu lieu dans certaines communes comme à Marseille où l’hégémonie de la droite est aujourd’hui menacée.

Comme nous le disions en début d’année, pour notre section, les élections locales sont très complexes en tant que section d’entreprise, mais je nous invite bien évidemment, là où c’est possible, à aider au maximum à obtenir de bons résultats au 2nd Tour.

Ce serait là aussi un signal fort que les temps changent et un marqueur important du retour du Parti sur le devant de la scène.

Enfin, très rapidement quelques éléments concernant les initiatives du Parti : l’Université d’été n’aura pas lieu et la Fête de l’Huma est évidemment très incertaine cette année.

Dès que nous aurons des éléments fermes, nous les communiqueront évidemment à tout le monde. Si la Fête de l’Huma n’a pas lieu, nous pensons à organiser une initiative festive de la section en septembre.

Enfin, les initiatives du Centenaire du Parti sont en train d’être revues pour proposer un nouveau calendrier prochainement, mais les initiatives de la fin d’année devraient se tenir comme prévu. Là aussi nous informerons l’ensemble des adhérents dès que les choses seront claires.

Voilà, j’en termine pour ce rapport, je vous remercie de m’avoir écouté.

Je vous invite à compléter éventuellement l’analyse de l’actualité mais surtout à vous prononcer sur les éléments d’organisation de la section que j’ai évoqués : la campagne d’adhésion pour arriver à 200 à la fin de l’année et les formes que vous pensez devoir donner à notre militantisme dans cette nouvelle période.